



Trois regards croisés sur le développement

Daniel Verger, responsable accès au travail et protection sociale du Secours Catholique-Caritas France

Alberto Ares, directeur de JRS Europe

Michel Roy, secrétaire général de Justice et Paix France

La migration est un phénomène humain : être en mouvement, se déplacer d'un lieu à un autre fait partie de ce qui caractérise l'être humain. De plus en plus de personnes sont contraintes de quitter leur pays afin de se bâtir un meilleur avenir. Cette année, le Pape François nous invite à réfléchir aux conditions permettant aux personnes de vivre en paix, de rester dans leur pays, de ne pas être contraintes de migrer. Il invite également l'ensemble des pays à examiner leurs responsabilités dans les phénomènes qui poussent les personnes à tout quitter. Nous vous présentons trois regards croisés qui nous expliquent ce phénomène.

Renforcer les capacités des personnes, c'est développer leurs capacités de choix

Pour Daniel Verger, responsable accès au travail et protection sociale du Secours Catholique-Caritas France, le développement est d'abord un élargissement des choix : « Il est extrêmement important que les gens puissent avoir le choix dans la vie : aller travailler en ville ou partir à l'étranger pour améliorer leurs conditions de vie. Le facteur fondamental étant que le développement doit permettre un élargissement des choix possibles et que ces derniers soient effectifs. Cela veut dire pouvoir travailler, rentrer dans une dynamique de progression et d'espérance en une vie meilleure. La guerre, l'instabilité, la situation économique peuvent rendre cette quête de vie meilleure impossible. Les organisations comme Caritas cherchent à développer les opportunités pour ces personnes, cela passe en particulier par une grande attention au renforcement de capacités en matière économique et en matière de métiers permettant un revenu suffisant. Par exemple, Caritas India, a beaucoup aidé les Harijans, situés au bas de l'échelle sociale, à exercer des métiers leur ouvrant d'autres possibilités, être ainsi reconnues comme de personnes à part entière et pouvoir améliorer leurs conditions de vie. Cela passe par une organisation communautaire et collective. Il en va de même pour les femmes surtout celle des basses classes sociales. Des groupes d'entraide et des dynamiques communes leur permettent d'exercer des activités économiques rémunératrices et aussi de se dire qu'elles ont une place dans la société. Le renforcement des liens et des capacités à s'organiser est un excellent facteur qui permet aux personnes de rester chez elles ».

Journée Mondiale du Migrant et du Réfugié – 24 septembre 2023

Service national Mission et Migrations

58 avenue de Breteuil, 75007 Paris – Tél : 01 72 36 69 47 – missionetmigrations@cef.fr

L'impact de nos choix de consommation

« Il faut se rappeler que les gens ne quittent leur pays quand ils peuvent avoir une vie digne », pour Alberto Ares, directeur de JRS Europe, nos choix de consommation ont un impact direct sur la vie des gens : « La façon dont nous consommons des téléphones portables, des puces électroniques ou des tablettes ont des répercussions sur leur production et sur l'extraction minière qui se font dans des pays où existe une forte instabilité politique. Le résultat c'est que les gens sont forcés de quitter leur terre : assèchement des fleuves, pollution, coulée de boue, entre autres. À cela s'ajoute le changement climatique et les conflits pour la défense de la terre. Notre mode de vie occidental nous pousse à changer de téléphone portable tous les ans, notre consommation effrénée crée de la pauvreté dans ces endroits. Nous savons tous ce qui se passe dans ces mines : augmentation de la violence contre les femmes, réseaux de prostitution, trafic, drogue, corruption. Nous avons une responsabilité en tant que société dans tous ces éléments qui causent le déplacement forcé de personnes ».

La construction de la paix : une voix de réconciliation

Michel Roy, secrétaire général de Justice et Paix France, nous dit : « la grande majorité des personnes migrent à l'intérieur de leur propre pays. Le nombre de déplacés internes est bien plus important que celui des réfugiés ou des migrants internationaux. Les principales causes de ces déplacements sont les conflits, changements climatiques, régimes politiques corrompus. Si les programmes de développement proposés ne sont pas au service des populations mais au service des multinationales ou des intérêts particuliers des dirigeants, les conditions de vie peuvent être complètement dégradées. La passation de contrats miniers, pétroliers ou gaziers avec les industries extractives, oblige les gens à partir. Les autorités signent des contrats qui permettent aux compagnies de prendre possession des terres des populations locales. Normalement des études d'impact environnemental et social doivent être réalisées avant la signature de ces contrats, mais très souvent elles sont factices, les populations n'y sont pas associées. Cela conduit à des conflits et à des déplacements de population. Si des politiques ne sont pas établies pour un mieux-être et le développement des populations, elles finissent par quitter leur lieu de vie et aller ailleurs. L'Église est engagée dans différents programmes qui peuvent aider à la construction de la paix, à la promotion de la démocratie et au développement humain intégral. Tel est le cas de « Kuron » un village de la paix au Sud-Soudan où des ententes favorisent la communication entre les groupes armés et les citoyens ».

Quitter ou rester ?

Ces exemples nous permettent de mieux comprendre les raisons qui poussent les personnes à quitter leur pays, ainsi que les modalités permettant aux personnes de rester chez elles dans des conditions dignes. Nous sommes appelés à nous atteler aux causes qui poussent les gens à migrer, à évaluer nos modes de consommation et à travailler ensemble afin de favoriser localement le développement humain intégral pour que chaque personne puisse librement décider de rester ou de partir.

Propos recueillis par Marcela Villalobos Cid